



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**04 SEP. 2025**

mettant en demeure la société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS,  
de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux produits et  
équipements à risques

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V de son livre V, relatif aux produits et équipements à risques, article L. 557-1 et suivants, et R. 557-1 et suivants ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;
- VU** le code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre Ier du titre VII de son livre Ier, relatif aux mesures et sanctions administratives, article L. 171-6 et suivants ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Jacques WITKOWSKI, préfet du Bas-Rhin ;
- VU** l'arrêté du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement faisant suite à la visite du 24 juin 2025 sur le site de la société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS à LA WANTZENAU ;
- VU** le courrier d'ARLANXEO reçu le 18 août 2025 apportant ses observations ;

**CONSIDÉRANT** que la société ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS exploite sur le site implanté à LA WANTZENAU, des appareils à pression visés par l'article L.557-1 du code de l'environnement, ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 24 juin 2025, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que :

- un équipement soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé est en service alors que l'échéance d'inspection périodique est échue,

- dix-sept équipements soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé sont en service alors que l'échéance de requalification périodique est échue,
- l'absence d'identification des accessoires de sécurité (disques de rupture) dans le dossier d'exploitation des équipements n°R1250 et n°8".688.P,
- l'absence de programme de contrôle pour l'ensemble des tuyauteries exploitées sur le site et soumise à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé,
- le rapport d'inspection périodique du 26 février 2019 de la tuyauterie n°16".FR.1302.01.B02 ne mentionne pas les résultats de la vérification des accessoires de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des non-conformités aux articles 6, 15, 17 et 18 de l'arrêté du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les observations transmises par ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS dans son courrier reçu le 18 août 2025 ne permettent pas de démontrer que la situation de l'équipement (réservoir hydrophore du poste grinnel n°20 & 21 & 22) est formellement régularisée ;

**CONSIDÉRANT** que les observations transmises par ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS dans son courrier reçu le 18 août 2025 ne permettent pas de démontrer que la situation des dix-sept équipements, dont l'échéance de requalification périodique est échue, est régularisée ;

**CONSIDÉRANT** que les observations transmises par ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS dans son courrier reçu le 18 août 2025 ne permettent pas de démontrer que les accessoires de sécurité (disques de rupture) ont été identifiés dans le dossier d'exploitation des équipements n°R1250 et n°8".688.P ;

**CONSIDÉRANT** que les observations transmises par ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS dans son courrier reçu le 18 août 2025 ne comprennent pas les programmes de contrôles pour l'ensemble des tuyauteries exploitées sur le site et soumises à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que les observations transmises par ARLANXEO Emulsion Rubber France SAS dans son courrier reçu le 18 août 2025 ne permettent pas de démontrer que le rapport d'inspection périodique du 26 février 2019 de la tuyauterie n°16".FR.1302.01.B02 mentionne les résultats de la vérification des accessoires de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités constatées sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 557-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure ARLANXEO Emulsion Rubber France de respecter les dispositions des articles 6, 15, 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié susvisé ;

**SUR** proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : prescriptions à respecter

La société ARLANXEO Emulsion Rubber France dont le siège social est situé rue du Ried 67610 LA WANTZENAU est mise en demeure de régulariser la situation de ses équipements exploités sur la commune de LA WANTZENAU, au regard de la réglementation applicable aux équipements sous pression.

A cette fin, l'exploitant doit **sous 3 mois** :

- régulariser la situation de l'équipement suivant en retard d'inspection périodique conformément à l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé :
  - réservoir hydrophore du poste grinnel n°20 & 21 & 22
- régulariser la situation des équipements suivants en retard de requalification périodique conformément à l'article 18 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé :
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223442
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223443
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223445
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223446
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223447
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223448
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223453
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223456
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223461
  - bouteille protection incendie - Argon n°53223462
  - bouteille protection incendie - Argon n°54096010
  - bouteille protection incendie - Argon n°54103614
  - bouteille protection incendie - Argon n°54103654
  - bouteille protection incendie - Argon n°54103655
  - bouteille protection incendie - Argon n°54103656
  - bouteille protection incendie - Argon n°54103967
  - bouteille protection incendie - Argon n°54249754
- identifier l'ensemble des accessoires de sécurité qui protègent les équipements n°R1250 et n°8".688.P dans leurs dossiers d'exploitation respectifs conformément à l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre susvisé,
- mentionner les résultats de la vérification des accessoires de sécurité de la tuyauterie n°16".FR.1302.01.B02 dans le rapport d'inspection périodique du 26 février 2019.

L'exploitant doit également **sous 6 mois** :

- établir des programmes de contrôle conformément à l'article 15 de l'arrêté du 20 novembre susvisé pour les tuyauteries exploitées et soumises aux dispositions de l'arrêté précité,

### Article 2 :

La société ARLANXEO Emulsion Rubber France transmet, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les pièces justifiant, dans le délai prévu, de la réalisation des actions de régularisation décrites aux articles 1 du présent arrêté.

### **Article 3 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 : exécution**

- madame la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARLANXEO Emulsion Rubber France, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de la commune de LA WANTZENAU.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,  
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO